

Dernière déclaration
de Mikhaïl Khodorkovski
à l'issue de son second procès
(2 novembre 2011)

Monsieur le juge,
Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, j'ai une nouvelle occasion de jeter un regard derrière moi. Je me souviens de mon dernier jour de liberté, en octobre 2003. Quelques semaines après mon arrestation, on m'a raconté que le président Poutine avait décidé que j'allais manger de la soupe claire en prison pendant huit ans. À l'époque, j'avais du mal à y croire. Depuis, sept ans ont passé. Sept ans : une durée considérable, surtout en prison. Nous avons tous eu du temps pour réévaluer et repenser beaucoup de choses.

Si l'on résume le sens des réquisitoires des procureurs (qui est à peu près celui-ci : « donnez-leur » quatorze ans de réclusion, en crachant sur le verdict précédent), il faut en conclure que, après tout ce temps, on a encore plus peur de moi et on respecte encore moins la loi. Pour le premier verdict, on s'était au moins soucié d'annuler au préalable des actes judiciaires qui gênaient. Cette fois-ci, on a décidé que ça irait comme ça. D'autant plus qu'il aurait fallu annuler non pas deux actes judiciaires, comme la première fois, mais soixante.

Je ne veux pas revenir sur l'aspect juridique de l'affaire. Tous ceux qui voulaient comprendre quelque chose ont depuis longtemps tout compris. Je pense que

DERNIÈRE DÉCLARATION

personne n'attend sérieusement que je reconnaisse mon «crime». Y aurait-il quelqu'un pour me croire si j'affirmais avoir volé tout le pétrole de ma propre société ? Mais personne non plus ne croit qu'un acquittement dans l'affaire Ioukos soit possible dans un tribunal moscovite.

Je veux malgré tout parler d'espoir. L'espoir est la chose la plus importante dans la vie. Je me souviens de la fin des années 1980. J'avais vingt-cinq ans. Notre pays vivait de l'espoir de liberté, nous espérions que nous pourrions obtenir le bonheur pour nous et nos enfants. Cet espoir ne s'est qu'en partie réalisé. Visiblement toute notre génération – moi y compris – est responsable du fait que cet espoir n'ait pas été totalement réalisé et, en tout cas, pas pour tous.

Je me souviens également de la fin des années 1990. J'avais trente-cinq ans. Nous bâtissions la meilleure société pétrolière de Russie, nous construisions des complexes sportifs et des immeubles d'habitation, nous tracions des routes, nous explorions et mettions en exploitation des dizaines de nouveaux gisements dont plusieurs réserves de Sibérie Orientale, nous introduisions de nouvelles technologies. Bref, nous faisons ce dont Rosneft, qui a avalé Ioukos, est fière aujourd'hui. Grâce à la forte augmentation de la production pétrolière, notamment grâce à nos résultats, le pays a pu profiter d'une bonne conjoncture énergétique. Nous avions tous l'espoir que la période de chocs et de troubles était derrière nous ; que dans des conditions de stabilité acquises grâce à un travail acharné et à des sacrifices, nous pourrions bâtir tranquillement une vie nouvelle, un grand pays.

Dernière déclaration

Hélas, pour l'instant, cet espoir ne s'est pas réalisé. La stabilité ressemble fort à la stagnation, et la société s'est figée. Mais l'espoir est encore là. Il est ici même, dans la salle du tribunal de Khamovniki, alors que j'approche de la cinquantaine.

Avec l'arrivée du nouveau président, il y a plus de deux ans, beaucoup de mes concitoyens ont conçu un nouvel espoir. L'espoir que la Russie redevienne malgré tout un pays moderne, avec une société civile développée. Une société libérée de l'arbitraire des fonctionnaires, de la corruption, de l'injustice et de l'illégalité. Bien sûr, cela ne pouvait se faire du jour au lendemain, mais il n'est pas possible et il est même dangereux pour le pays, de prétendre, même sous le masque d'un conservatisme de bon aloi, que nous nous développons, alors que nous restons sur place ou même reculons. Il n'est pas possible d'accepter que des gens qui se font passer pour des patriotes résistent aussi farouchement à tout changement qui limite leur accès à la «mangeoire» ainsi que leur capacité d'arbitraire. Il suffit de se souvenir du sort réservé à l'amendement de l'article 108 du Code de la procédure pénale¹ ou à l'obligation faite aux fonctionnaires de déclarer leurs revenus. Or c'est le sabotage des réformes qui prive notre pays de perspectives. Ce n'est pas du patriotisme, mais de l'hypocrisie.

J'ai honte de voir comment certaines personnes qui m'inspiraient du respect dans le passé tentent de justifier

1. Cet amendement introduit par le président russe Medvédev stipule que la détention préventive d'entrepreneurs accusés de « crimes économiques » est interdite. (*Sauf indication contraire, toutes les notes sont de la traductrice.*)

DERNIÈRE DÉCLARATION

l'arbitraire et l'illégalité des bureaucrates. Ils échangent leur réputation contre une vie tranquille dans le cadre du système existant, contre des privilèges et des prébendes. Heureusement, tout le monde n'est pas comme eux, et des personnes d'une autre trempe se font de plus en plus nombreuses.

Je suis fier de constater qu'en sept ans de persécutions aucun des milliers de collaborateurs de Ioukos n'a accepté de faire un faux témoignage, de vendre son âme et sa conscience. Des dizaines de personnes ont subi des menaces, ont été arrachées à leurs familles, jetées en prison. Certains ont été torturés – nous l'avons appris au cours du procès. Mais en perdant leur santé et des années de leur vie, ces gens ont préservé ce qu'ils estimaient être le plus important : la dignité humaine.

Ceux qui ont déclenché cette affaire honteuse – Birioukov, Karimov et d'autres¹ – nous traitaient avec mépris de «commerçants», pensaient que nous étions la «populace» prête à tout pour défendre notre prospérité et éviter la prison. Quelques années ont passé, et finalement qui est la populace ? Qui, pour de l'argent et par lâcheté devant les supérieurs, a menti, torturé, pris des gens en otage ? Et ils appelaient cela «la cause du tsar²». J'ai honte pour mon pays !

1. Le second procès fut initié par l'enquêteur Salavat *Karimov*, avec le soutien du premier adjoint du procureur général de la Fédération de Russie, Iouri Birioukov.

2. Allusion aux crimes de lèse-majesté aux XVII^e et XVIII^e siècles : les gens accusés de crimes de lèse-majesté étaient alors soumis aux pires traitements et à la torture.

Dernière déclaration

Monsieur le juge, je crois que nous le comprenons tous : l'importance de notre procès dépasse largement les limites des destins de Platon et de moi-même. Et même de ceux de tous les innocents qui ont souffert de la justice sommaire faite à Ioukos, de tous ceux que je n'ai pas pu défendre, mais que je n'oublie pas, à qui je pense chaque jour.

Demandons-nous ce que pense aujourd'hui un entrepreneur, un excellent organisateur de la production industrielle, un homme cultivé et créatif qui suit notre procès et qui sait que l'issue en est totalement prévisible ? La conclusion évidente d'un homme qui réfléchit est horrible par sa simplicité. La bureaucratie des « structures de force » est toute-puissante. Le droit de propriété est inexistant. Lorsqu'il affronte le système, l'individu n'a aucun droit. Même quand ses droits sont fixés par la loi, ils ne sont pas défendus par le tribunal, car ou bien le tribunal a peur, ou il fait partie du système. Faut-il s'étonner que les gens qui réfléchissent n'aspirent pas à réaliser leur potentiel ici, en Russie ? Qui va moderniser l'économie ? Des procureurs ? Des miliciens ? Des tchékistes ?

Cette forme de modernisation a déjà été tentée. Sans succès. Nous avons pu construire la bombe H et des fusées, mais à ce jour, nous sommes incapables de fabriquer nos propres téléviseurs modernes, nos propres automobiles concurrentielles, un téléphone portable innovant et autres marchandises modernes. En revanche, nous avons appris à faire de jolies pubs pour des modèles étrangers obsolètes que nous fabriquons et quelques rares inventions de nos chercheurs qui ne peuvent trouver d'usage qu'à l'étranger.

DERNIÈRE DÉCLARATION

Que sont devenues les initiatives présidentielles de l'année dernière dans le domaine de la politique industrielle ? Ces propositions auraient pu nous permettre de nous libérer de la dépendance des matières premières. Pourquoi ont-elles été enterrées ? Parce que, pour les réaliser, le pays a besoin non pas d'un Koroliov ou d'un Sakharov œuvrant sous l'aile d'un Béria tout-puissant et de hordes de tchékistes¹, mais de centaines de milliers de Koroliov et de Sakharov protégés par des lois justes et compréhensibles et par une justice indépendante qui donnera vie à ces lois et non une place sur une étagère poussiéreuse comme c'était le cas pour la Constitution de 1937². Où sont-ils, les Koroliov et les Sakharov aujourd'hui ? Ont-ils émigré ? Préparent-ils leur départ ? Se sont-ils cachés au sein de la grisaille bureaucratique pour ne pas se retrouver sous le rouleau compresseur du système ?

Nous, les citoyens russes, patriotes, nous pouvons et nous devons changer tout cela. Comment Moscou peut-il devenir le centre financier de l'Eurasie si nos procureurs, dans un procès public, qualifient directement et sans

1. Comme beaucoup d'autres savants dans les domaines stratégiques, les académiciens Sergueï Koroliov (1907-1966), créateur soviétique de missiles balistiques intercontinentaux et fondateur de l'aéronautique, et Andreï Sakharov (1921-1989), père de la bombe H soviétique, travaillèrent et vécurent dans des villes totalement coupées du monde extérieur, sous la surveillance permanente des services secrets.

2. La Constitution de 1937, dite stalinienne, proclamait de nombreux droits et libertés des citoyens, mais elle resta lettre morte jusqu'à la réforme constitutionnelle de 1977. La nouvelle Constitution, « brejnévienne », ne fut guère mieux appliquée.

Dernière déclaration

équivoque – comme il y a vingt ou cinquante ans – de but criminel et intéressé passible de quatorze ans de prison, la simple intention d’augmenter la production et la capitalisation d’une société privée ?

Selon le premier verdict, la société qui payait le plus d’impôts dans le pays, à l’exception de Gazprom, a été accusée de ne pas avoir payé assez d’impôts, et selon le deuxième (qui va être prononcé ici, dans cette salle), cette imposition n’avait pas d’objet puisque les bénéfices étaient volés. Même le banditisme devrait être plus honnête...

Un pays qui accepte que la bureaucratie des « structures de force » détienne dans les prisons, au nom de ses intérêts propres et non de ceux du pays, des dizaines, voire des centaines de milliers de talentueux entrepreneurs, gestionnaires, simples citoyens, à la place et en compagnie de criminels, est un pays malade.

L’espoir est le principal moteur des grandes réformes et transformations, il est le gage du succès. Si l’espoir s’éteint, s’il est remplacé par une sourde déception, qui fera sortir la Russie de la nouvelle stagnation ?

Je n’exagère pas, Monsieur le juge, si je dis que des millions d’yeux attendent l’issue de ce procès, en Russie et partout dans le monde. Ils attendent avec l’espoir que la Russie devienne, malgré tout, un pays de liberté et de droit, un pays où la loi sera au-dessus des fonctionnaires. Un pays où soutenir des partis d’opposition ne sera plus une raison d’être réprimé. Où les services spéciaux protégeront le peuple et la loi au lieu de protéger la bureaucratie contre le peuple et la loi. Où les droits de l’homme ne dépendront plus des états d’âme d’un tsar, bon ou mauvais. Et où, au contraire, le pouvoir dépendra réellement

DERNIÈRE DÉCLARATION

des citoyens, et le tribunal, seulement du droit et de Dieu, ou si vous voulez, de la conscience. Personnellement, je crois fermement que cela se réalisera.

Je ne suis pas un homme idéal, mais je suis un homme d'idées. Et comme tout un chacun, je souffre en prison et je n'ai pas envie de mourir là. Mais s'il le faut, je n'aurai pas la moindre hésitation. Mes convictions valent plus que ma vie. Je pense l'avoir prouvé.

Mais vous, Messieurs mes accusateurs, en quoi croyez-vous ? En vos supérieurs, qui ont toujours raison ? En l'argent ? En l'impunité du système ? Je ne sais pas. C'est à vous de décider.

Monsieur le juge ! Entre vos mains reposent bien plus que deux destins. Ici et maintenant se décide le sort de chaque citoyen de notre pays. Le sort des citoyens qui, dans les rues de Moscou et de Tchita, de Saint-Petersbourg et de Tomsk, d'autres villes et d'autres bourgs, espèrent ne pas devenir victimes de l'arbitraire policier. Le sort de ceux qui ont lancé leur affaire, qui ont bâti leur maison, qui ont réussi et qui veulent que leurs enfants héritent des fruits de leur labeur, et non des *raiders*¹ en épaulettes. Enfin, le sort de ceux qui veulent faire honnêtement leur travail et recevoir un salaire juste, et non pas attendre à chaque instant d'être licenciés, sous n'importe quel prétexte, par une direction corrompue.

1. Les *raids* sont une pratique très répandue en Russie pour s'emparer d'une entreprise sans la payer au juste prix. L'intéressé loue les services de « professionnels » qui, de mèche avec le parquet et la milice corrompus, harcèlent le propriétaire de l'affaire convoitée jusqu'à ce qu'il la cède ou en perd le contrôle à la suite des manœuvres frauduleuses.

Dernière déclaration

Non, il ne s'agit pas de Platon et moi, en tout cas pas uniquement de nous. Il s'agit de l'espoir pour nos nombreux concitoyens que le tribunal puisse défendre demain leurs droits s'ils étaient violés par des bureaucrates et des fonctionnaires quelconques.

Je sais, Monsieur le juge, qu'il y a des gens – je les ai nommés au cours de ce procès – qui voudraient nous laisser croupir à jamais en prison. Au fond, ils ne le cachent pas trop, en rappelant publiquement que « l'affaire Ioukos » est éternelle. Pourquoi ne le cachent-ils pas ? Mais parce qu'ils veulent montrer qu'ils sont au-dessus de la loi et qu'ils obtiendront toujours ce qu'ils ont prévu. Pour l'instant, à vrai dire, ils ont obtenu le résultat contraire. Ils nous ont transformés, de gens ordinaires, en un symbole de la lutte contre l'arbitraire. C'est comme ça. Ce n'est pas notre mérite, mais le leur. Néanmoins, ils ont besoin d'un verdict de culpabilité pour ne pas devenir des « boucs émissaires ».

Je veux espérer que le tribunal supportera avec honneur leur pression psychologique. Et il y aura de la pression. Nous savons tous comment et par qui elle va s'exercer. Je veux qu'une justice indépendante soit la réalité et le quotidien de mon pays, que les paroles de l'époque soviétique sur la justice la plus juste du monde, que l'on a entendues ici, cessent d'avoir une consonance ironique. Je veux que nous ne laissions pas en héritage à nos enfants et nos petits-enfants les symboles si dangereux du totalitarisme. Monsieur le juge, je n'ignore pas que ce n'est pas simple pour vous. Peut-être avez-vous peur.

DERNIÈRE DÉCLARATION

Je vous souhaite du courage. Tout le monde comprend que votre verdict, quel qu'il soit, appartiendra à l'histoire de la Russie. De plus, il fera partie de cette histoire pour les générations futures et vous comprenez cela mieux que quiconque. Tous les noms resteront dans l'histoire : ceux des accusateurs et ceux des juges, comme cela a été le cas pour les tristement célèbres procès soviétiques.

Je finirai sur cela. Je vous remercie.